De l’usage de politiques de prix pour promouvoir des régimes alimentaires plus sains

26 mai 2015

Le *Regional Office for Europe* de l’Organisation mondiale de la santé (OMS) a publié récemment un rapport intitulé *Using price policies to promote healthier diets*. Parmi les six régions de l’OMS, la région Europe (53 pays) est la plus touchée par les maladies non transmissibles (maladies cardiovasculaires, diabètes, etc.) et, parmi les engagements pris par les États dans le European Food and Nutrition Action Plan 2015-2020 pour promouvoir une alimentation saine, figure la mise en place de politiques de prix.



Dans un premier temps, est présentée une revue détaillée de la littérature sur les politiques de prix (taxes et subventions). Plusieurs points sont ainsi mis en avant, notamment l’influence de ces politiques sur les achats, les effets potentiels sur des produits et/ou nutriments non visés initialement, ou encore l’intérêt de recourir à des outils ciblés. Dans un second temps, des exemples d’actions dans la zone Europe sont détaillés. Sont ainsi présentés des cas de taxation suffisamment élevée pour avoir un impact sur les comportements : Danemark, Finlande, Hongrie et France. Le programme de l’Union européenne (fruits à l’école), les changements de TVA, les interventions dans la chaîne d’approvisionnement et l’exemple de Singapour (diminution des graisses saturées dans les huiles de cuisson) complètent cette partie.

Pour finir, plusieurs enseignements pour le développement de telles politiques sont tirés, notamment en termes d’objectifs à plus ou moins long terme, centrés sur les achats ou les comportements (plutôt que sur une évolution du poids corporel ou des maladies, nécessairement multi-factoriels), et de population visée. Le processus d’identification des produits et/ou nutriments objets de la taxe ou de la subvention doit faire l’objet d’une attention particulière, et la prise en compte des réponses des acteurs de la chaîne d’approvisionnement (taille des portions, reformulation des produits notamment) est également d’importance. Enfin, le rapport insiste sur la nécessaire évaluation de ces politiques.

Julia Gassie, Centre d’études et de prospective

Source : OMS